

K0164940

1

IDENTIFICATION : RTLM DU 3/11/93 N° 0284

DUREE : 60 mn

QUALITE : Bonne

TRANSMISSION : RTLM

DATE DE LA TRANSCRIPTION : Le 16/11/2000

NOM DU TRANSCRIPTEUR : UWAMAHORO M. Vianney

NOM DU FICHIER : 0284.wpd

DICTAPHONE : SANYO
Modèle TRC-8080
Série P8806620

RESUME DE LA CASSETTE N° 0284

FACE A :

- * Dans le journal français, MBILIZI centre les points sur la sécurité au Burundi.
- * Communiqués par Kantano. Ce dernier parle aussi de son entretien avec le directeur de Air Rwanda.
- * Après l'assassinat du président NDADAYE, MBILIZI parle de la situation au Burundi. Il fait entendre le point de vue du ministre de la justice monsieur TWIMABAKANA.

FACE B :

- * Le ministre TWIMABAKANA dit qu'il faut une force internationale neutre qui permettra au gouvernement légitime de fonctionner en sécurité.
- * Selon le premier ministre burundais, les putschistes n'avaient pas raison.

FACE A :**Orateur: MBILIZI Philippe, RTL.M.**

... nouvelles du Burundi, les Nations unies ne seraient pas disposées à envoyer des troupes au Burundi, James Jonas, le fonctionnaire des Nations unies qui était récemment chargé d'une mission dans ce pays a indiqué que le Conseil de sécurité serait débordé par le nombre d'interventions de l'ONU dans le monde, "Il a déjà trop de travail", a-t-il dit. On va peut-être se contenter donc d'une force africaine.

Les Etats-unis déplorent la violence au Burundi et demandent aux militaires que cesse la violence dans le pays. Sur place dans le pays, calme apparent à Bujumbura où on voit même les ressortissants de certaines provinces se regrouper. Une manière peut-être de voir comment retourner au bercail.

Il faut aussi parler des missions de pacification menées partout dans le pays par certains ministres responsables de provinces et mêmes des députés qui ont réapparu en vue notamment de prévenir les actes de violence dans certains points chauds du pays.

Quant à madame le premier ministre, Sylvie KINIGI, elle poursuit ses consultations en vue de ramener la paix dans le pays. Aujourd'hui, elle a rencontré au palais des congrès de Kigobe, non loin de Bujumbura les recteurs de l'Université, les responsables des banques, des officiers supérieurs, certains commandants de l'armée et des gouverneurs les provinces. Les officiers supérieurs de l'armée burundaise se disent prêts à accueillir les forces étrangères mais précisent que seules les troupes s'y opposent. Ce qui laisserait penser que les troupes burundaises ne suivent pas les ordres de leurs chefs. D'ailleurs, un adage militaire nous dit qu'il est... qu'il n'existe pas des mauvaises troupes, mais des mauvais chefs.

Contrairement à ce que l'on avait laissé entendre du côté de l'armée, il n'y a pas eu d'accord entre le gouvernement et l'armée sur la question d'une force de protection. Selon NYANGOMA,

ministre de la Fonction publique et du rapatriement, il serait prématuré de parler d'un accord entre l'armée et le gouvernement sur l'arrivée d'une force de protection dans la mesure où il n'y a pas eu d'accord entre l'armée et le gouvernement et le gouvernement en exil n'acceptera jamais une négociation euh entre l'armée et le gouvernement. Dans la mesure où l'armée est un instrument du gouvernement, il n'y a pas d'accord.

“Je pense” dit le ministre “que l'armée devra respecter les instructions du gouvernement, dès qu'il n'y a pas mal de militaires soutenus par quelques pseudos partis de l'opposition, par quelques individus qui se disent qu'ils représentent la société civile qui s'opposent encore à l'arrivée de cette force d'intervention, il y a des questions à se poser”. Ça c'est le ministre NYANGOMA qui le dit. Mais je vous rappelle que il était prévu cet après-midi à Kigali, à la préfecture de Kigali, une conférence, cette conférence était tenue par le ministre de la justice du gouvernement en exil, monsieur TWIMABAKANA Fulgence qui à... bien sûr a bordé plusieurs sujets en rapport avec l'évolution de la situation au Burundi et une grande question que tout le monde était en train de se poser, c'était celle de savoir euh... si le gouvernement ne voyait pas de mal en... en... dans les actions que mène madame le premier ministre Sylvie KINIGI. Alors, monsieur TWIMABAKANA Fulgence a répondu à ces questions et il rassure.

ORATEUR : TWIMABAKANA Fulgence, Ministre de la justice.

Je voulais d'abord vous dire que le gouvernement s'est installé en exil d'abord le 21 octobre, c'est-à-dire euh... le... le... le jeudi euh jour des... des événements même, et à ce moment-là d'abord, il y avait un seul membre du gouvernement ici à Kigali. Et d'après la constitution comme je l'ai dit, le gouvernement exerce l'intérim du président de la République lorsque le président de l'Assemblée euh aussi n'est pas là. Alors, quelques temps après le gouvernement... quelques temps après euh... les membres du gouvernement euh... qui étaient... qui s'étaient exilés dans des ambassades ont pu euh... reprendre contact avec le ministre de la Santé publique Jean MINANI. Et à ce moment-là ils comprenaient la première tâche était de coordonner les actions de euh... du gouvernement en exil tant ce... en ce en ce qui se passe à Kigali qu'en ce qui se passe à... Bujumbura. Euh... vous comprenez donc d'abord que ce n'est pas Sylvie KINIGI qui assume

l'intérim du président de la République en... quand le président de l'Assemblée nationale est empêché ce qui est le cas d'espèce, c'est le gouvernement.

Je dois vous dire que, en l'état actuel de la situation, nous tenons à la solidarité gouvernementale. C'est un gouvernement légal et légitime, c'est en ce gouvernement que la communauté internationale a confiance, c'est en ce gouvernement que le peuple burundais a confiance. C'est en... c'est en cela qu'on est un gouvernement légal parce que on n'est pas... comment dirais-je... on n'a pas d'opposition divergente. Et la communauté internationale se réjouit déjà de cet état de chose parce que elle a un interlocuteur, c'est-à-dire le gouvernement. Ce n'est pas euh... madame Sylvie KINIGI qui euh représente le gouvernement et qui négocie, mais c'est le gouvernement euh dans sa collégialité. Alors euh... l'on invite les gens à aller travailler. Euh... vous savez le à un... tout peuple a horreur de vide politique.

Le gouvernement dans les conditions qui sont les siennes aujourd'hui essaye autant que faire se peut d'exercer le pouvoir, de faire en sorte que l'on sauve ce que l'on peut sauver. C'est en cela qu'on prend certaines mesures, je dirais conservatoires, je dirais provisoires. Tant que la situation le permet, tout en insistant que le peuple en présence de cette armée qui à tout moment peut commettre euh... des crimes comme il l'a... elle l'a déjà fait en tenant à ce que le peuple aussi assure sa protection en attendant que ces forces internationales viennent. Donc le premier ministre aujourd'hui, ce que il peut dire à la Communauté internationale, au peuple burundais, aux pays amis c'est euh... d'abord concerter, se concerter pour éviter qu'il y ait divergence, ce qui pourrait porter entorse à ce gouvernement qui est légal et où le peuple serait désemparé. Donc, nous tenons à cette solidarité gouvernementale et aujourd'hui, nous avons réussi.

Vous savez que il y a eu de mauvaises langues qui ont parlé de deux gouvernements, l'un à Bujumbura et l'autre à Kigali et euh... cela a été démenti vous le savez par... d'une part par un communiqué officiel passé sur les antennes de Radio Bujumbura et d'autre part, par les pleins pouvoirs qui ont été euh... conférés à... au représentant itinéraire et plénipotentiaire c'est-à-dire le docteur Jean MINANI qui avait proclamé le gouvernement en exil en date du 21. Donc, pour dire que le gouvernement reste soudé pour assumer euh... l'intérim en cette période de crise et

l'on fait tout pour ne pas décevoir notre peuple et ainsi on gère correctement la crise vis-à-vis de la communauté internationale. Donc, nous avons euh... confiance en la personne de... Sylvie KINIGI parce que c'est le premier ministre investi par le Président NDADAYE Melchior. Donc, nous devons absolument garder euh... cet équilibre de chose.

(Musique).

Orateur : Kantano HABIMANA, RTL.M.

Ubu ni saa mbiri na cumi n'itanu muri sitidiyo zacu. Mukomeje kumva rero umuziki woroheje kubera ikiriyo, ikiriyo turimo. Euh... mukomeje no kumva n'amakuru n'ibiganiro. Hagati aho ariko mbere yo gukomeza tubagezaho amakuru y'i Burundi, hinga mbasomere amatangazo.

Ubuyobozi bwa "Carrefour des langues vivantes" ikorera kuri JOC i Kigali iramenyesha abiyandikishije kuhakurikirira indimi z'icyongereza igifaransa, n'abandi babyifuza ko amasomo yatangiye. Basabwe kwihuta batarasigara cyane. Ni kuli JOC i Kigali. Iryo rero ryari itangazo ry'ubuyobozi bwa "Carrefour des langues vivantes" ikorera kuri JOC i Kigali imenyeshya abiyandikishije kuhakurikirira indimi z'icyongereza, igifaransa n'abandi babyifuza ko amasomo yatangiye. Basabwe rero kwihutira kujya kuri JOC bataratakara cyane.

Irindi tangazo ni itangazo ry'ishyaka PRD, Parti du renouveau démocratique, ishyaka riharanira demokarasi nyakuri. Iryo shyaka rero PRD, ishyaka riharanira demokarasi nyakuri rikomeje guhangayikishwa n'ibibera mu Burundi. Riravuga riti "amakuru atugeraho, arerekana ko abasirikare b'Abarundi bakomeje gutsembatsemba abaturage batagira kirengera. Amahanga azatangira kubarengera ryari"? Ishyaka PRD ryari ryi... ryari ryishimiye icyemezo cyavuye mu nama yabereye mu Rugwiro cyo kohereza Umutwe mpuzamahanga w'abasirikari mu Burundi. Ariko ishyaka PRD rirabona icyo cyemezo gitinda gushyirwa mu bikorwa ku buryo uwo mutwe w'abasirikari ushobora kugera mu Burundi ibintu byarenze igaruriro. Ndetse umuntu ntiyabura kuvuga ko bitangene bityo haba hari indi coup d'état. Ni yo mpamvu ishyaka PRD risaba Perezida wa Repubulika, Gouvernement y'u Rwanda, gouvernements z'ibihugu byari bihagarariwe mu nama yo mu Rugwiro, gouvernements z'ibihugu by'inshuti gukora ibishobo...

ibishoboka byose kugira ngo uriya Mutwe mpuzamahanga w'abasirikari ugere i Burundi byihutirwa.

Ishyaka PRD rirasaba kandi abo tuvuze hejuru ko uwo Mutwe waba ugizwe nibura n'abasirikare ibihumbi bitatu kubera inshingano zikomeye uzaba ufite mu kugarura amahoro na demokarasi mu Burundi hose. Bitabaye bityo twaba tubeshya abavandimwe bacu b'Abarundi.

Eee iri tangazo rero ritanzwe n'uhagarariye ishyaka PRD, mu mwanya wa Perezida w'ishyaka NSABIMANA Alexis hasinye Visi perezida ushinzwe iby'ubutabera, Docteur GAKWAYA Jean. Iryo ryari itangazo ee ry'ishyaka PRD.

Hanyuma rero hinga mbagezeho ibyo nasomye mu ki... mu kinyamakuru byerekeye Kenya Airways na Air Rwanda. Sinzi rero ukuntu nasomye ikinya... cye... nasomye kimwe mu binyamakuru byandikirwa hano, hano i Kigali bavuga ko Kenya Airways yaba ihemukira abagenzi itwa... itwara ibagurisha amatike ku mafaranga menshi cyane arenze ayo bari basanzwe bishyura. Ndetse bavuga ko Air Rwanda yagurishaga amatike mu manyarwanda none ikaba itakiyagurisha.

Ubwo rero Radio yanyu RTL M yahise ifata terefone, iterefona Girecteur général wa Air Rwanda Bwana MUSHIYIMANA Yoramu, aratwakira kandi adusobanurira n'icyo Air Rwanda itekereza gukora ngo yorohe... ngo yoroherenze Abanyarwanda bajya mu... muri Kenya. icya mbere Umuyobozi mukuru wa Air Rwanda yatweretse za études bamaze gukora kugira ngo bakodeshe indege y'imyanya hafi mirongo itanu, izakora Kigali-Nairobi, Kigali-Dar-es-salaam, Kigali-Entebe, na Kigali-Mwanza, na Kigali-Kinshasa. Ndetse yatweretse na makete y'iyi ndege. Yatubwiye ko mu cyumweru gishize ushinzwe service y'ubucuruzi n'ushinzwe iby'indege service des opérations, bavuye i Burayi kureba uko izo ndege zimeze bakaba barabonye ngo zisa n'aho zikiri nshya rwose.

Eee icya gatatu euh Directeur wa Air Rwanda yatubwiye, yatubwiye ko inama y'ubutegetsi ya Air Rwanda yamaze kwemeza ko Air Rwanda izakodesha iyo ndege. Ubu rero igisigaye ni ugusinya amasezerano n'imwe mu masosiyete akodesha izo ndege. Yatubwiye ko ibintu bigenze uko bifuzwa

batarenza ukwezi kwa mbere gutaha bataratangira.

Ee icya kane ku byerekeye amafaranga Air Rwanda igomba Kenya Airways, Directeur général wa Air Rwanda yatubwiye ko ama... amasosiyete akorana akenshi aba afitanye imyenda. Kenya Airways ngo ifitiye amafaranga Air Rwanda, kimwe n'uko Air Rwanda na yo ee ifi... hari amafaranga igomba Kenya Airways. Yatumenyesheje rero ko hari uburyo busanzwe bishyuranamo kandi akaba ari bwo burimo gukurikizwa. Ati "rero mbere yo kwandika byaba byiza ko abanyamakuru bajya babanza gusobanu... bagasobanuza, bakamenya neza inkuru nyayo, bakaba ari yo batangariza abasomyi".

Radio yanyu RTLTM yanabajije Directeur wa Air Rwanda niba nta mugambi Air Rwanda ifite wo kugura indege. Adusubiza ko indege zihenda cyane. Yaduhaye urugero ko nk'indege nshya ifite imyanya mirongo ine n'itandatu igura hafi miliyoni cumi n'imwe z'amadolari. Ni ukuvuga hafi miliyari imwe na miliyoni magana atandatu y'amanyarwanda. Ni menshi cyane rero.

Icyo gatandatu twanamubajije niba Air Rwanda nta mugambi ifite wo kujya mu majyepfo ya Afurika, nk'i Johannesburg, atubwira ko na byo batabyibagiwe. Yatubwiye ko bagiye kugirana amasezerano na SABENA ikajya inyura hano i Kigali ijya i Johannesburg, ariko avuga SABENA iramutse igize impamvu zituma itinda gutangira, Air Rwanda yashaka vuba, vuba vuba indi compagnie bakorana.

Eee naho ku byerekeye ibyo gutwara abantu n'ibintu bajya cyangwa bava i Burayi Directeur wa Air... wa Air ... Air Rwanda yatubwiye ko hari amakompanyi babajije ngo bazashobore gukorana kuri izo nzira nka Ethiopian Air... Airlines na Cameroun Airlines, ariko ntabwo amasezerano n'imi... y'imikorere barayumvikanaho.

Ngo naho ya ndege Cargo yaba ishaje cya... yaba ishaje cyane ku buryo ikora ihomba none bakaba barahisemo kuyihagarika. Ibyo ari byose bakunzi ba Radio yanyu RTLTM murumva neza ko Sosiyete ya Leta Air Rwanda irimo gukora iyo bwabaga ngo irusheho gushimisha abagenzi bava mu Rwanda bajya mu mahanga. Ngo ntabwo bicaye ahubwo barakora uko bashoboye ngo iyo

ndege abantu benshi cyane cyane abacuruzi bakomeza gusaba ngo ibajyane Nairobi, Dar-es-salaam n'ahandi ishobore kuba yatangira gukora bitarenze ukwezi kwa mbere gutaha. Ndibwira rero ko natwe twese dukunda igihugu cyacu twari dukwiye gukomeza gushyigikira icyo kigo cyacu kuko kuko ak'imuhana kaza imvura ihise.

Icyo ... ibyo byari ibintu nasomye mu kinyamakuru byerekeye Kenya Airways na Air Rwanda, n'ikiganiro twagiranye na Directeur wa Air Rwanda nimbona akanya ndongera nkibasubiriremo. Hagati aho mube mwumva akaziki. (Musique)

Ubu saa tatu zirabura iminota icumi muri sitidiyo zacu. Inkuru rero na none zikomeje kutugeraho, hari iyo nabagejejeho mu kanya ya... y'uko Bureau politique ya... y'ishyaka FRODEBU yashoboye guterana hanyuma bagatora Bwana NTIBANTUNGANYA Sylvestre, ubu ni Ministre w'Ububanyi n'amahanga, ubu Bwana rero NTIBANTUNGANYA Sylvestre yashoboye kureba... ni we batoreye kuba Perezida a.i wa... wa FRODEBU. Akaba asimbuye Nyakubahwa ee Nyakwigendera Merchor NDADAYE. Ni we rero NTIBANTUNGANYA Sylvestre ubu ni we batoye kugira ngo abe agiye mu mwanya wa... wa... wa Nyakwigendera Merchor NDADAYE kuba Perezida wa FRODEBU. Eee iyo nama rero ya komite harimwo abambazaga ngo "ese yateraniye hehe"? Yateraniye i Bujumbura. Ariko mu nzu yateraniyemo ntibabivuga, cyakora ngo yashoboye guteranira i Bujumbura.

Indi nkuru ishyushye itugezeho yerekeye ku by'u Burundi ni uko hari intumwa ya OUA irimo igerageza gukora ibyo bita consultation, ni ukuvuga kubonana n'abasirikare, ikongera ikabonana n'abasivili kugira ngo ibahuze ireba uku... ireba ukuntu icyo batekereza ku ngabo mpuzamahanga zajya mu Burundi. Eee Liyetona Koloneli Jean Bosco NDARADANGWE ee ari we uvugira ingabo ee yavuze yuko abasikare noneho bemera yuko izo ngabo zaza. Izo ngabo za... ngo zaza, ariko rero mwumve namwe amayoberane y'ibi bintu, banze yuko ngo izo ngabo zakaza zagira ngo ntizigomba kuba zimwo Abanyarwanda, ntizigomba Abazayirwa, ntizigomba kuba zirimo Abatanzaniya. Nimwumve namwe ibyo bintu ee cyakora kuza ko ngo zishobora kuza ariko ntizibemo Abanyarwanda, ntizibemo Abatanzaniya, ntizibemo Abazayirwa. Ubwo... ooo ubwo ahari ndakeka yuko ee bifuzwa babandi ba MUSEVENI ee bamwe ministre yari arimo avuga ati

“ntabwo tubashaka”. Ni akumiro.

Mukomeze mwumve Radio RTLM, ee ni saa tatu zibura iminota irindwi, turacyabaganirira HABIMANA Kantano na MBILIZI Philippe ee kugeza saa yine. Mu kanya rero MBILIZI Philippe arabaganirira mu gifaransa ee cyane cyane aribanda, arabagezaho amakuru ya nyuma ariko yibande cyane cyane ku kiganiro mbwirwabanyamakuru twagiranye na ministre ee na Ministre w’Ubucamanza w’u Burundi uri hano i Kigali. Ee ubwo rero na cyo mugikurikire mu gifaransa, nyuma n’amakuru y’ikinyarwanda yerekeye u Burundi tujya tubona na yo turajya tuyabagezaho. Mukomeze mugire umugoroba mwiza. (Un peu de musique).

ORATEUR : MBILIZI Philippe

Je vous ai parlé enfin... je vous ai promis chers amis auditeurs de vous reparler de l’enveloppe de la mort. Voulez-vous que... l’on y revienne la fois prochaine parce que considérant la quantité des informations, la quantité d’informations dont nous disposons ce soir, je trouve un peu imprudent d’en parler aujourd’hui.

Les nouvelles du Burundi : Un émissaire de l’Organisation de l’unité africaine entame des consultations dans la capitale burundaise entre le gouvernement et l’armée et... selon les informations qui nous parviennent, le gouvernement et l’armée burundaise se félicitent de la reprise du dialogue et selon Jean Bosco NDAHARANGWE (sic) qui est le porte-parole de l’armée burundaise et chargé des informations au sein même de l’armée, il confirme que les civils et les militaires s’accordent quant à la question de savoir si l’armée acceptait euh... l’intervention militaire étrangère, il a souligné tout simplement que l’armée est un instrument du gouvernement et que l’armée doit se soumettre aux décisions du gouvernement, que le gouvernement n’a... n’a pas à négocier avec l’armée. Il reste donc à coordonner cette force qui doit être sûrement africaine parce qu’on a... nous l’avons appris, nous l’avons dit hein? L’organisation... les Nations unies ne sont pas prêtes à envoyer une force internationale au Burundi car aujourd’hui les Nations unies ont trop de travail compte tenu des interventions des Nations unies dans différents coins du monde.

Je disais donc qu'il reste à coordonner la force qui doit intervenir au Burundi et il faut le préciser, cette force ne doit comprendre ni Tanzaniens, ni Zaïrois, ni Rwandais. Et l'explication est simple selon les militaires Burundais, c'est compte tenu des liens communautaires entre ces pays que je viens de citer.

Je vous rappelle aussi que les représentants du gouvernement en exil ont tenu cet après-midi à la préfecture de Kigali une conférence sur la situation qui prévaut au Burundi, sur l'évolution de la situation qui prévaut au Burundi. Je vous propose d'écouter un large extrait de monsieur Fulgence qui est le ministre de la justice du gouvernement euh... légal du Burundi qui va euh... qui a abordé bien sûr plusieurs points, plusieurs points et plusieurs questions auxquelles il faut une réponse. Je préfère vous le faire écouter.

ORATEUR : TWIMABAKANA Fulgence

Evidemment, comme vous le savez, la Charte de l'Unité nationale ainsi que la Constitution, ces deux instruments politiques et juridiques ont été corrompés par l'ex-parti unique UPRONA et à l'époque, lors des débats je me rappelle bien, on se disait qu'il fallait insister sur la question ethnique, mais le parti UPRONA n'a pas voulu l'entendre de cette oreille parce que l'on voulait parler de l'Unité nationale alors que ses bases n'étaient pas encore jetées. Et... après les élections, qu'est-ce que l'on a constaté? Que l'armée ne voulait pas pratiquement lâcher prise. Comme vous le savez à titre de cause lointaine, c'est que depuis 1967, l'armée est mono-ethnique, la magistrature est quasi mono-ethnique ainsi que tous les corps de police et pourtant vous le savez ces corps qui sont dits apolitiques devraient être des corps euh... qui sont constitués de façon nationale de manière que ils puissent euh... assurer la sauvegarde des institutions démocratiques, et à travers le processus de démocratisation, le parti Sahwanya-FRODEBU avait réclamé un forum pour que toutes ces questions qui restaient en suspens soient d'abord analysées avant d'adopter la Constitution. Mais l'ex-parti unique ne l'a pas accepté. Alors on se trouve maintenant euh... après les élections où des extrémistes refusent l'investiture du président de la République et avaient même demandé le report des élections euh... législatives, mais puisque le peuple était déterminé à accéder à la démocratie et aux valeurs de liberté, tout s'est passé et le 10 juillet s'était

l'investiture du président de la République, quelque temps après c'était la mise en place de l'assemblée nationale, l'assemblée nationale qui comporte 80 % des élus du parti euh.. Sahwanya-FRODEBU et... comme je vous ai dit que je ne m'étendrai pas longtemps sur les causes lointaines, je m'arrête uniquement sur les causes rapprochées de ces événements que nous vivons aujourd'hui, de deux ordres : d'abord l'armée qui, depuis 1967 avait les rê... les rênes du pouvoir et en dépit des bonnes paroles prononcées, l'armée ne voulait pas du tout laisser le pouvoir entre les mains des civils. Ce qui fait que pratiquement euh... il devenait difficile de pouvoir faire fonctionner des institutions du moment que l'armée ne voulait pas se soumettre au pouvoir civil alors que c'est la règle en démocratie que l'armée se soumette au pouvoir civil.

Une autre cause et je dois vous dire en passant que cette armée était cons... outre qu'elle est mono-ethnique, elle est composée pratiquement à plus de 50 % des ressortissants d'une seule province où au plus ou moins deux provinces. Les autres provinces étant laissées pour compte comprenez donc que c'était une armée des gens qui euh... se côtoient réellement, qui se connaissent bien et qui ne vai... qui s'organisaient bien pour ne pas laisser le pouvoir civil continuer.

La deuxième cause à côté de l'armée, c'est que l'ex-parti unique n'a pas digéré son échec cuisant. Après avoir mis tous les moyens en... en oeuvre y compris les moyens de l'état pendant la campagne électorale, pendant la préparation des élections et après l'échec, ce... cet ex-parti unique s'est organisé pour commanditer tous les putschs que nous venons de connaître. Le putsch du 3 juillet euh... comme vous le savez, il y avait des parlementaires du parti UPRONA qui étaient impliqués dont euh... monsieur François NGEZE qui se s'auto-proclama il y a quelques jours président d'un comité de salut publique. Et euh... donc, les ex... donc les dignitaires du parti UPRONA n'ont pas voulu que le pouvoir passe entre les mains du parti Sahwanya-FRODEBU et c'est pour cela qu'aujourd'hui dans ce coup d'état et l'armée et le parti UPRONA sont impliqués à... des degrés divers. Euh... aujourd'hui... euh... vous avez entendu la liste des personnes qui ont été massacrées qui sont des proches collaborateurs du président de la République ainsi que lui-même et aujourd'hui ou on l'en... euh... je dois vous indiquer où l'on en est sur le plan du fonctionnement des institutions.

Après ce... ce coup d'état, le 21 octobre 1993, euh... le docteur Jean MINANI qui se trouvait en mission ici, ministre de la Santé publique a proclamé le gouvernement légal et légitime en exil pour pouvoir euh... continuer à fonctionner. Et quelques jours après il a pu reprendre le contact avec Bujumbura et s'est rendu compte qu'il y avait encore quelques membres du gouvernement qui étaient en exil dans des ambassades. Et la coordination a commencé de nos actions pour réclamer ce qu'il faut pour con... pour exercer effectivement le pouvoir.

Des choses, des éléments ont déterminé les putschistes à se rendre. C'est d'abord la détermination du peuple burundais qui avait déjà commencé à goûter sur les vertus de la liberté, lequel peuple a dit niet à ces putschistes, à... s'est dressé donc comme un seul homme pour dire non.

Le deuxième élément c'est la réprobation de la communauté internationale. Tous les pays, tous les états amis la... les organisations internationales ont crié spontanément haut et fort que ces putschistes ne seraient pas acceptés. C'est cela qui a déterminé donc les putschistes à se rendre. Ils ont tellement été incapables qu'aujourd'hui au niveau de l'armée on ne voit pas le re... un responsable militaire qui a pris les choses en main. Donc tous les responsables militaires qui ont participé à ces événements essayent de... soit il y en a qui fuient évidemment, il y en d'autres qui se cachent à l'intérieur, il y en a d'autres qui sont couverts par les responsables de l'armée pour que l'impunité dans notre pays le Burundi persiste. Ce qui est intolérable, euh... alors, un comité de salut publique a été formé et devrait... devrait comprendre des représentants de certaines associations, mêmes les partis politiques mais ce comité ne s'est jamais réuni parce que c'était une imposition, tous les membres n'avaient jamais... n'avaient pas participé pratiquement à ce coup d'état parce que dans la tenue du coup d'état nous le savons nous tous, ce sont les militaires qui ont perpétré le coup, qui s'organisent en un comité. Mais cette fois-là, c'est un véritable revirement, c'est une autre théorie qui se développe de coup d'état au Burundi. Alors... aujourd'hui le gouvernement légal et légitime est accepté par le peuple et c'est celui-là qui doit pacifier le pays, mais les conditions de pacification sont rendues impossible par le fait que cette armée rappelée à regagner les casernes refuse catégoriquement parce que c'est la rébellion.

(FIN DE LA FACE A)

FACE B

ORATEUR : TWIMABAKANA Fulgence, Ministre de la justice.

... un (prématique) que personne ne saurait dénombrer le... les morts. Le nombre des réfugiés atteint déjà le chiffre de six cents mille. Le Burundi donc bat le record pratiquement en Afrique.

Aujourd'hui, certaines infrastructures socio-économiques sont détruites. Aujourd'hui le peuple et le gouvernement légal n'ont plus confiance en cette armée. Et, vu cet état de chose, que les membres du gouvernement tous en exil soit dans des ambassades à l'intérieur du pays, soit à l'étranger c'est-à-dire euh... le ministre de la Santé publique et celui de la Justice et Garde des sceaux réclament que il y ait une force internationale de stabilisation et de rétablissement de la confiance.

C'est en ces termes que le sommet de Kigali en date du 28 octobre s'est prononcé et comme vous l'avez appris euh... par les médias, le... le conseil de sécurité est saisi et demeure saisi de la question et a chargé le secrétaire général de l'ONU de se concerter avec celui de l'OUA pour que euh... les deux fassent rapport afin que le conseil de sécurité puisse se prononcer. Euh... aujourd'hui le secrétaire général adjoint de l'ONU s'est rendu sur place à Bujumbura et a constaté l'état déplorable des choses ainsi que le secrétaire général de l'OUA. Le principe est donc acquis que il y ait une force internationale neutre qui nous permettra... qui permettra au gouvernement de se sentir en sécurité et de reprendre euh... la... l'appareil gouvernemental.

Ainsi la pacification pourrait intervenir et tout pourrait bien fonctionner et en même temps permettre au peuple d'avoir encore une fois confiance, ce qui les... réfugiés de regagner leur... leur pays et pour que on poursuive l'intérim du président de la République et de l'assemblée nationale d'après notre constitution, lorsque le président de la... de la République vient à disparaître ainsi que le président de l'assemblée nationale, c'est le gouvernement... le gouvernement qui assume l'intérim et organise les élections.

K01649545

La deuxième chose que cette force devrait... la deuxième mission de cette force serait d'aider le gouvernement à pouvoir restructurer en profondeur cette armée qui pratiquement n'est plus... qui vient de démontrer qu'elle n'a rien de nationale. Donc aujourd'hui, le peuple burundais attend impatiemment que cette force soit déployée au Burundi. Evidemment, je dois vous indiquer ici que si elle n'était pas déployée en l'état actuel des choses telle qu'on observe la situation, nous risquons d'assister à la... à une guerre civile qui a déjà commencé, qui risque de se cristalliser davantage et ce qui va compromettre la paix et la sécurité au Burundi.

(Intermède musical de Bob Marley)

Le même orateur continue :

la question des minorités qui est revenue sur le tapis par exemple après les élections. C'était une question qui devait avoir été traitée minutieusement. Là donc, on n'a pas parlé de Charte, c'est-à-dire euh... euh... la Charte c'est... une... c'est... c'est une convention par excellence, c'est une convention constitutionnelle, c'est une loi constitutionnelle, donc on ne pouvait pas parler de Charte sans dire dans cette Charte qui est prota... quels sont les protagonistes et quels sont les droits et les obligations des uns et des autres? Donc la question n'a pas été abordée en toute transparence. Les résolutions prises à travers le pays n'ont pas été prises en compte pour la mise sur pied de cette Charte de l'unité nationale. C'est ainsi que la Charte elle-même était porteuse des germes pratiquement de la désunion.

Cette Charte était à elle seule incapable de résoudre la question de l'unité au Burundi. Donc, lorsqu'on prend le pouvoir en principe, on a un programme bien déterminé. Je vous ai déjà indiqué que la question de l'unité nationale n'était pas inscrite à l'ordre du jour du Président BUYOYA. La composition de son gouvernement était calquée pratiquement sur les anciens gouvernements, il n'y avait pas de changement entre lui euh... BAGAZA, et MICOMBERO, c'était la même chose. Donc la question euh... abordait sous ses auspices, vous comprenez que elle ne pouvait pas être abordée correctement pour que dans cette Charte il y ait des mécanismes, des mécanismes de gestion la question de l'unité nationale. Le peuple burundais a toujours crié que cette Charte

ne pouvait pas servir de base à la restauration de l'unité des Burundis. Cela a été acté, cela a été toujours dit et la communauté internationale en est informée. Donc la question de l'armée par exemple, lorsque après avoir voté la Charte de l'unité nationale avec toutes les tricheries qu'on a dénoncées et après qu'était au niveau de l'élaboration de la constitution, c'est-à-dire à travers le processus de démocratisation, il avait été suggéré qu'il y ait un forum juridique dans mon exposé pour traiter surtout de la question... de la question de l'armée.

Vous dites que aussi le... PALIPEHUTU avait suggéré cela. Le PALIPEHUTU au... au delà de ce... de son idéologie euh... est constitué de Burundis qui connaissent la réalité de leur pays. Donc c'est normal que... que ce soit le... le PALIPEHUTU, que ce soient les autres partis politiques agréés, que la question de l'armée euh... les ait inquiétés. Donc, la réforme de l'armée était pratiquement envisagée, mais les conditions de l'époque ne le permettaient pas. Et c'est pour cela que le peuple s'est dit qu'il fallait aborder les choses en douceur parce que effectivement c'est la voie, que... la... la... la seule voie qui euh... qui nous restait et nous sommes allés jusqu'en démocratie aujourd'hui évidemment, on enregistre évidemment les conséquences de tout cela.

Alors, dans la deuxième question, vous dites que le président euh NDADAYE aurait mis les bouchés doubles en essayant de caser par priorité les gens venant de l'extérieur. Je pense que euh... une question qui se trouvait sur le... le programme, sur le programme de... du parti euh SAHWANYA-FRODEBU était entre autre le rapatriement des réfugiés. Le rapatriement des réfugiés, cela implique des conséquences que celui qui se rapatrie et qu'il a des capacités, qu'il a des compétences puisse naturellement être casé parce que c'est un Burundais. C'est un Burundais au même titre que les autres et lorsqu'il vient avec des compétences rien n'empêche qu'il soit casé. Alors, s'il y a euh... ceux qui diraient que on a mis les bouchés doubles, je ne pense pas qu'il faille présenter les choses ainsi. Tout simplement parce que dans le Burundi nouveau la... le niveau d'engagement, tout était déterminé par la compétence technique. Dans la restructuration, il n'y a pas des gens euh... du parti... de l'ex-parti qui ont été mis au rencart parce que étant d'ap... d'appartenance à tel ou tel autre parti politique, non. Personne ne se trouvait dans la rue aujourd'hui. Mais est-il que justement lorsque une partie de la population parce que il faut présenter les choses ainsi, vous le savez euh depuis 1900... depuis 1988 avec la nte... la...

le problème Ntega-Marangara, il y a eu un gouvernement d'unité nationale.

Certains postes de responsabilité ont été confiés aux... à la population, aux ressortissants de l'ethnie majoritaire hutue, cela est connu de tout le monde, c'est la politique qui avait été envisagée à l'époque alors que comme vous le savez l'armée, la magistrature et corps de police, l'administration en général était détenue par l'ethnie minoritaire. Donc, le problème est aussi ethnique à ce niveau. Alors, au moment où on démocratise, au moment où on se dit il faut réconcilier les composantes nationales, je pense qu'on ne devrait plus voir qui... doit occuper tel poste en fonction de son ethnie mais en fonction de ses compétences. Donc il a été question pratiquement de revoir les structures et puis euh... le président BUYOYA pour qu' effectivement tout le monde puisse accéder à tel autre poste de responsabilité.

Euh... donc, euh... je me rappelle bien que sous euh... sous le président BUYOYA, de mauvaises langues disaient que si vous voulez être directeur général, il fallait être rapatrié. Alors, il y en a d'autres qui répondaient que euh... à ceux-là que ils pouvaient aussi s'exiler et revenir en tant que rapatriés pour occuper les postes. C'était toute une problématique. Ce n'est pas sous le président NDADAYE que cela se pose. Donc c'est, depuis une certaine période où, ayant été euh... mono... ayant gardé le monopole à un certain moment dans la gestion du pouvoir où l'on se dit qu'il ne faut pas partager avec les autres, de quel droit on ne doit pas partager avec les autres? Un réfugié qui vient de l'extérieur qui vient et qui se rapatrie et qui a un poste de responsabilité, je ne crois pas que ce soit un péché. C'est son droit. Donc, je pense que ce n'est pas le président NDADAYE qui a mis les bouchées doubles non. Il a fait appel à des compétences. Il n'y a pas un réfugié qui a occupé un rapatrié, qui a occupé un poste de responsabilité sans le mériter. C'est cela qui va être présenté comme chose. Donc et je pense que euh... les putschistes mêmes, à travers leurs déclarations, vous aurez compris qu'ils n'ont rien accusé au président NDADAYE. Aucune accusation. Aucune accusation parce que euh... à l'actif de... du président NDADAYE il y avait déjà beaucoup de choses en ces quelques mois, notamment sur le plan des droits de l'homme.

Alors, monsieur James Jonas et votre troisième question parle d'une possibilité d'un deuxième putsch. Effectivement, euh... des gens à côté de James Janas effectivement estiment que il y a

risque d'un deuxième putsch. Il y a quelques jours l'on... des... certains disaient que le président... l'ex-président BUYOYA voulait récupérer la situation, il y en a qui ont parlé de l'UPRONA et maintenant on parle aussi de l'armée.

Hier, déjà, des alertes venant de toutes parts que l'armée venant de l'in... des garnisons de l'intérieur ne... ne... principalement de Gitega voulait investir Bujumbura pour en fait organiser un deuxième putsch. C'est ainsi que on a connu même un flux des gens qui ont fui le pays la nuit euh... d'hier. Donc l'a... appréhension de James Janas s'explique par euh le fait que les militaires qui sont appelés à rentrer dans les casernes pour la plupart, ils ne veulent pas.

Au contraire, ils continuent leur sale besogne, ils massacrent la population à l'intérieur du pays alors qu'à Bujumbura il y a une relative accalmie. Et à voir aussi l'attitude de l'armée, je crois que vous suivez les déclarations on a à... pratiquement on se dirait qu'on a en présence, une force en présence du gouvernement légal et légitime. Des putschistes qui vont jusqu'à exiger l'amnistie avant de se rendre, c'est du jamais vu. Euh... donc aujourd'hui, effectivement on se dit que si on y prend pas garde, il y a risque d'un deuxi... d'un deuxième putsch mais, en ce qui me concerne, je dois vous dire que le peuple burundais est déterminé à ne pas accepter que ces militaires qui sont pratiquement enrégés ne pourront pas accéder au pouvoir, ils ne pourront pas exercer le pouvoir. Le peuple est derrière nous et nous pensons que il nous soutient, le pouvoir émane du peuple, nous ne sommes même pas à l'époque où on... on proclamait son gouvernement et le lendemain la population dans la rue euh... en chantait euh... le nouvel... le le nouvel homme d'état. Aujourd'hui on n'en est pas à... cette époque, aujourd'hui, nous sommes à un moment où le peuple est déterminé, cela je vous l'ai dit que c'est un des éléments qui ont déterminé les putschistes à revenir sur leur... leur entreprise. Donc, il y a le peuple, mais il y a aussi ce fait que la Communauté internationale a compris aujourd'hui qu'il faut cette force d'interven... d'interven... d'interposition qui va euh... assurer la sécurité des membres du gouvernement politique pour qu'ils puissent travailler dans de bonnes conditions. Vous allez intervenir après si vous le permettez. Oui.

Intervention de la presse

(Question posée, inaudible)?

Orateur : Fulgence

Oui.

Intervention de la presse

(inaudible) nous avons obtenu des preuves pour le (inaudible)?

Orateur : Fulgence

Le peuple est déterminé, euh... vous l'avez... vous l'avez appris... vous les... des marches de manifestation s'organisent. Euh... c'était je crois le dimanche non le dimanche ou le lundi, le dernier meeting du parti SAHWANYA-FRODEBU qui s'est organisé et qui a mobilisé les masses à Bujumbura et qui a crié que plus jamais un militaire venir nous gouverner, venir nous soumettre sous la dictature. Vous savez, la dictature c'est quoi finalement? C'est... c'est l'incapacité d'un peuple à pouvoir assumer le poids de sa liberté. Le peuple burundais aujourd'hui se dit qu'il doit assumer le poids de sa liberté. Donc il est déterminé et il demande le concours de la Communauté internationale.

Euh... le Burundi pays souverain peut faire appel à des pays amis, pays voisins, pays amis euh... pour une intervention euh... que de se tourner exclusivement vers la Communauté internationale, vers l'ONU, l'OUA. Je pense que euh... le... la déclaration du sommet de Kigali s'inscrit dans un cadre régional, mais la... la... il y a aussi le conseil de sécurité qui se situe dans un cadre euh... de la Communauté internationale en général, mais cela n'exclue pas la voie bilatérale. Ce qui se fait dans un contexte multilatéral n'exclue pas la voie bilatérale. Donc, aujourd'hui le gouvernement légitime et légal peut effectivement faire appel à un pays, à un pays de pouvoir l'aider dans cela sur base de... des accords militaires. Euh... cela est accepté en droit international. Donc le gouvernement légitime, le gouvernement légal peut faire appel à un pays, à un autre pays pour l'aider à assurer la sécurité. Cela est acceptable. Mais, euh... vous comprenez que aujourd'hui il y a deux voies qui s'o... qui s'offrent. Donc il y a la voie de la Communauté internationale à travers les organisations, l'OUA et l'ONU mais... en même temps, il y a la voie bilatérale qui subsiste et qui est acceptable en droit international.

Le... deuxième intervenant euh... euh... songe toujours à James Jonas qui... qui dit que le conseil de sécurité ne dispose pas d'éléments militaires pour intervenir et finalement quid de l'attitude des autorités euh... pour sauver le peuple qui est en difficulté avec son armée. Euh... le sommet de Kigali, à travers ses déclarations, tient compte de ce qui se passe à travers le monde. La Communauté internationale à travers l'ONU intervient dans de beau... beaucoup de pays où euh pratiquement euh tout le monde se dit qu'il y a échec ici et là mais aussi un élément qui a déterminé, qui détermine, qui a déterminé la déclaration, ce que, comme vous le savez à travers l'ONU, il y a déjà la lenteur au niveau des mécanismes d'intervention. Ajouter à cela ces difficultés que connaît aujourd'hui l'ONU et c'est pour cela je pense que, il était beaucoup plus sage de se tourner vers des forces africaines et les Africains euh... euh... acceptent de pouvoir euh... donner leurs effectifs. Mais comme vous le savez les pays africains sont aussi en difficulté sur le plan économique et c'est pour cela que il faille conjuguer les efforts en direction des pays africains pour les effectifs qui se déploieraient le plus rapidement possible, mais aussi en direction des autres partenaires bilatéraux ou multilatéraux pour le financement du des... du déploiement de ces forces. Donc il faut mettre tous les efforts dans le paquet pour que euh... cette force se soit déployée dans les meilleurs délais pour arrêter les massacres qui se commettent aujourd'hui sur la population civile. Donc il y a tout un tas de paramètres qui... qui font que on se tourne vers telle solution plutôt que vers telle autre mais en mettant pratiquement tous les partenaires en concertation.

Alors l'attitude des autorités, si évidemment cette force ne venait pas, d'abord je pense qu'on ne devrait pas arriver à ce stade où la communauté internationale laisse une population... une partie de la population à subir un génoc... un génocide sans fin, je pense que la Communauté internationale est interpellée. Vous savez euh... les événements au Burundi sont cycliques. Il y en a eu en soixante... deux, 65, en 69, en 72 c'était le carnage, mais à l'époque je pense qu'il faut euh le reconnaître, la Communauté internationale n'était pas encore suffisamment sensibilisée sur la question des droits de l'homme mais c'est au fil des ans que les droits de l'homme sont devenus la... le cheval de bataille de la Communauté internationale. Aujourd'hui nous sommes dans un contexte où l'on espère bien la Communauté internationale ne peut pas laisser un peuple décimé par une armée rebelle. Donc, nous avons encore l'espoir et nous ne pouvons pas euh en un seul

instant perdre cet espoir et se dire que euh ces forces ne viendraient pas. De toutes façons aujourd'hui au Burundi euh la situation est beaucoup plus aisée contrairement à ce qui se fait ailleurs. L'armée qui a semé le chaos est aujourd'hui pratiquement ridicule et il suffirait d'une force pour que elle se persuade quelque peu. Il y a un gouvernement légal, un gouvernement légitime en qui le peuple a toute sa confiance. Donc la situation au Burundi n'est pas comment dirais-je sur le plan de la... de la stratégie n'est pas du tout aussi lamentable qu'ailleurs par exemple en Somalie où il n'y a pas euh je dirais de chef responsable, il n'y a pas de gouvernement, il n'y a de quoi, au Burundi il y a un gouvernement légal légitime qui ne réclame que les conditions d'effectivité au niveau de l'exercice de son pouvoir. Donc la situation est beaucoup plus euh facile à maîtriser.

Euh... hari ikibazo ba... bambajije mu... mu rurimi rw'ikinyarwanda, bati "ku byerekeye PALIPEHUTU yuko yavuze iti... "kuva kera yuko mu Burundi ata... ntwaro ya démocratie yoshobotse igihe ee... igisirikare boba batara...ciga neza, ngo bacihweze neza", ati "n'ubu kuri Radio BBC bavuze bati "birya twe twarabyivuze". Ati "none ubu tuzosubira mu matoro, tuje muri démocratie ee... guverinoma ikore tutarashobora kwiga ico cibazo cerekeye Intwaramiheto"?

Nibaza yuko, nk'uko byavuzwe muri ya... inama yabera hano i Kigali yuko iryerekeye Intwaramiheto bitegerezwa kubanza kwigwa imbere yuko ayandi matora ashobora kuba. Navuze yuko abanyagihugu batacizeye Intwaramiheto. Ingabo z'u Burundi nta munyagihugu akizizeye keretse abo byoba bikorana. Ni ukuvuga rero yuko ndetse PALIPEHUTU namaze noneho kuvuga yuko kuva kera Abarundi bavuga bati "igihe izo... izo ngabo zizoba zikirimwo abantu b'ubwoko bumwe, abantu bava mu ntara zimwe, murazi yuko n'abaperezida uko bagiye bakurikirana MICOMBERO, BAGAZA na BUYOYA, abasirikare bose bava ku musozi umwe. Bava, novuga mu mujyango umwe, bava muri province imwe. Mukaba mwumva yuko ari ibintu bidashoboka yuko igihugu cotwagwa imyaka yose, imyaka mirongo itatu, uko bimaze kumera, ntitwotwagwa n'abantu bava ku musozi umwe. Nk'uko atabandi Barundi boba babishoboye. Ni na co gituma kubera berekanye yuko badashobora gukora muri démocratie. Bari baravuze igihe amatora akirangira yuko bazogerageza uko bashoboye kose bagasonera abategets. None

barerekanye ko badashobora gusonera abategetsi, ni co gituma izo ngabo zitegerezwa gusubigwamo kugira ngo habe mu gisirikare aba... Abarundi b'ubwoko bwosi, Abarundi bava mu ntara zosi, bava mu mihingo yose, kugira ngo babe abasirikare koko bashobora guhagarikira inzego zishizweho n'abanyagihugu. Iyo ni yo nyishu nashaga gushikaho ntabanje kuvuga ngo ni ... ngo ni PALIPEHUTU yabivuze. PALIPEHUTU nk'uko nabivuze irimwo Abarundi nk'abari mu yandi ma... mu yindi migambwe, ni co gituma bavuga bavugira bati "ni PALIPEHUTU", nibaza yuko ica mbere ari uko ari Abarundi kandi bazi ingene u Burundi bwifashe, ingene ibintu vyifashe. Iyo ni yo nyishu nashaka gu... gushikiriza uwambajije icibazo mu rurimi rw'ikinyagwanda.

Euh... on peut prendre encore trois... les questions trois intervenants, interventions, le premier intervenant euh... dans sa première branche de sa question parle des non-dits. Les raisons qui auraient poussé les putschistes à commettre les crimes que nous connaissons aujourd'hui. Euh... d'abord je dois euh... informer l'intervenant que l'actif du gouvernement actuel pendant ces trois mois de gestion du pouvoir, il y avait beaucoup de choses que de songer à ce que l'on voudrait mettre à son passif euh en ces termes que... euh... d'abord les réfugiés c'est les prioritaires, j'ai déjà répondu à cette question. Décision politique de rapatriement des réfugiés, un retour non planifié, bien des militaires, donc les militaires sont sentis en insécurité, les obsèques du Roi Baudoin, euh... avec le fait que le président NDADAYE a pris place à bord de l'avion présidentiel rwandais et la méfiance vis-à-vis de l'armée en ce qui concerne le projet de loi de mettre les officiers, sous-officiers à la retraite à un certain âge déterminé.

En ce qui concerne les réfugiés d'abord j'ai dit que les réfugiés rentrant chez eux dans leur pays, ils avaient des droits au même titre que... les ... que les autres citoyens burundais sans distinction de savoir si on est rapatrié ou on ne l'est pas. C'est le critère compétence je pense qui devrait primer à moins qu'on dise que à tel endroit on a placé un incompetent.

De tout ce qui est mentionné ici de non-dits, c'est que... habituellement lorsqu'il y a un putsch, les putschistes eux-mêmes disent ce qu'ils reprochent d'un gouvernement qu'ils veulent renverser. Dans le cas d'espèce, ces putschistes, d'abord que... ils ne se sont même pas présentés, ils veulent

rester quelque part dans l'oubli et présenter euh... un homme de paille de leur choix. Donc officiellement ils n'ont rien dit contre euh... contre le gouvernement NDADAYE, ils n'ont rien dit. Ceci peut-être serait une tentative d'explication de ce coup d'état.

Personnellement je vous ai donné les raisons de ce coup d'état, les raisons rapprochées, mais aussi que finalement c'étaient structurelles. Une armée mono-ethnique et régionale euh... la magistrature, les corps de police qui ont toujours euh sauvé une certaine impunité donc vous aurez vu finalement que... le coup d'état du 21 octobre c'est pratiquement la réédition du coup d'état du 3 juillet. C'est la même bande d'hommes finalement qui a organisé ce coup d'état.

Décisions de rapatriement sans... euh... euh on dit que retour non planifié. Je vais d'abord vous indiquer que ici des questions en rapport avec le rapatriement étaient réglés, conformément aux lois en vigueur c'est-à-dire des lois qui existaient avant le gouvernement FRODEBU. Donc on ne peut pas reprocher au FRODEBU notamment d'avoir appliqué une loi, de l'avoir appliquée correctement quand c'est une loi qui a été mise sur pied par le parti UPRONA. Je pense que ce serait injuste. (Applaudissements).

On parle des militaires qui se seraient sentis en insécurité parce que ils auraient des biens et ils auraient vu que les rapatriés euh... étant... euh... revenant que ils risqueraient de perdre une partie de leurs biens. A cette question j'oppose la... la... le... le discours du président de la République de mise au point à... à Mabanda au sud du pays, la mise au point était formelle en ce qui concerne la façon de résoudre les conflits. Il était question par exemple en ce qui concerne les propriétés foncières de voir comment installer les rapatriés dans d'autres provinces qui sont aujourd'hui inhabitées, donc sans frustrer les droits de qui que ce soit, en faisant en sorte que le rapatrié retrouve les mêmes droits qu'il pouvait avoir sur sa propre terre ou même plus. Mais en même temps, s'il y a des gens qui disposeraient par exemple de...

(FIN DE LA CASSETTE)